

COMPARAISON DES QUATRE MOTIONS PRINCIPALES DU CONGRÈS DE REIMS

C - HAMON	D - AUBRY - FABIUS	A - DELANOË - HOLLANDE	E - COLLOMB - ROYAL
L'ANALYSE			
Situation internationale			
<p>Le néo-libéralisme sombre. Le monde est confronté à quatre crises majeures: crise financière, énergétique, alimentaire et environnementale. Si l'on ne change pas radicalement de cap, les conséquences de ce chaos se feront durement sentir pour les plus faibles, dans les mois et les années à venir.</p> <p>La montée des nationalismes, l'incitation au "choc des civilisations, la radicalisation religieuse et la multiplication des régimes autoritaires.</p> <p>Le caractère irréversible de nombreuses blessures infligées à l'environnement nous obligent à avoir un monde d'avance.</p>	<p>Le néolibéralisme a façonné le monde selon ses critères : libéraliser les échanges, déréguler les économies, intensifier la concurrence entre les Etats, privatiser le secteur public, démanteler l'Etat social et s'en remettre aux seuls marchés pour l'allocation des ressources. Pour quel résultat ? Crise énergétique, crise financière, crise alimentaire, crise climatique, crise sociale.</p> <p>La Russie, la Chine, l'Inde, mais aussi l'Amérique du Sud et l'Afrique veulent accéder à la puissance. Le choix entre la voie conflictuelle et la voie coopérative est devant nous. Que va faire l'Occident? Oui, le futur dépend autant de la réaction des pays développés à leur propre déclin que de l'ambition des pays émergents</p> <p>Les approches traditionnelles de la gauche sont remises en cause par les chocs écologiques de grande ampleur qui marquent l'entrée dans le nouveau millénaire.</p>	<p>Le capitalisme, à l'échelle mondiale, découvre à ses dépens ses propres tares. Notre modèle de développement est à repenser en profondeur. L'économie a besoin de régulations. Les socialistes sont les mieux placés pour les porter.</p> <p>La résurgence de certains nationalismes agressifs et la persistance du danger terroriste rendent ce monde plus dangereux et appellent l'instauration d'un nouvel ordre international.</p> <p>Et la préservation de notre environnement désigne de plus en plus une équation vitale.</p>	<p>Le monde a changé. Le culte de l'argent roi prospère, malmenant nos principes démocratiques, dessinant un nouvel ordre mondial, synonyme de naufrages sociaux, humains, écologiques. D'immenses défis surgissent, de grands dangers menacent.</p> <p>Dans de trop nombreux pays, les nationalismes, le terrorisme et les guerres régissent ce que nous n'arrivons pas à organiser.</p> <p>Le coût du pétrole renchérit les prix. La crise écologique et climatique précipite les échéances. Les pays les plus pauvres payent le prix lourd au sous-équipement.</p>
Situation nationale			
<p>A la crise sévère de nos finances publiques, s'ajoutent le retour de l'inflation et la chute brutale de la croissance qui nous placent en situation de récession. C'est la pire des situations : « la stagflation », que l'on croyait ne jamais revoir. La politique impulsée par le président de la République est bien réactionnaire au sens propre. Il s'agit d'orientations qui imposent à notre pays une régression de plus d'un demi-siècle. Régression sociale, régression des libertés, régression de la place de la France dans le monde. Régression généralisée qui a l'audace d'appeler « modernité » ce qui n'est qu'un vaste retour en arrière.</p>	<p>En France, au cours des trois dernières décennies, la part des dividendes dans le revenu national est passée de 2,3 % à près de 8 %. Nous souffrons d'une croissance structurellement faible, liée en partie aux transferts d'activité vers les pays émergents. Alors que la consommation ne porte plus la croissance, nos exportations ne peuvent pas prendre le relais, compte tenu des faiblesses de notre appareil productif insuffisamment innovant, diversifié et performant.</p>	<p>Notre pays aussi va mal. La récession est là, l'injustice s'installe comme une norme. Le travail est de plus en plus précaire, les richesses de moins en moins partagées. Le chômage est reparti à la hausse, il touche particulièrement les jeunes et les salariés précaires, avec un gouvernement totalement inerte sur ces questions. La fiscalité n'est plus l'arme d'une juste redistribution, mais l'instrument qui conforte les privilèges de la naissance. La notion même d'aménagement du territoire est totalement absente de la logique gouvernementale. Et notre politique étrangère est illisible, quand elle ne sombre pas dans un cynisme stérile.</p>	<p>Notre économie repose très largement encore sur des produits de moyenne, voire de basse technologie, en concurrence avec ceux des pays émergents. Elle s'engage ainsi dans le cercle vicieux de la paupérisation : délocalisations, pression sur les bas salaires et les droits sociaux, désinvestissement dans la formation, dégradation de l'environnement. Les salaires stagnent, les prix montent, tandis que l'ascenseur social reste obstinément cloué au sous-sol. Catégories populaires et moyennes, toutes sont logées à la même enseigne : chacun sait qu'il peut désormais devenir travailleur pauvre.</p>
Situation idéologique			
<p>Les libertés sont menacées par les réformes pénales, relatives à l'immigration ou à la constitution de fichiers. – L'égalité est entamée et ce dès le plus jeune âge dès lors que l'éducation est progressivement démantelée, au détriment de la mixité sociale. – La fraternité est bousculée par un climat de violence sociale et par les dérives communautaristes. – La laïcité, remise en cause par l'immersion croissante de la religion dans les propos du chef de l'Etat. – L'adoption du nouveau traité européen par voie parlementaire et non référendaire est le signe d'une défiance profonde dans le peuple et d'un mépris démocratique par rapport au vote passé. – La réforme des institutions au plan national a consacré la présidentialisation de notre système politique.</p>	<p>Les protections juridiques sont présentées comme des « carcans » pour justifier leur démantèlement (droit du travail, implantations commerciales, pression sur les chômeurs...). L'absence de sens est comblée par une politique ultra-sécuritaire (Taser, Edvige...), la récupération du religieux (discours de Latran et de Ryad), la recherche de boucs émissaires (les étrangers, les 35 heures), le refuge dans l'identité nationale ou des discours reprenant des préjugés du colonialisme (discours de Dakar).</p>	<p>Une politique qui donne tout à ceux qui ont tout et qui condamne les plus pauvres à s'accrocher à leur pauvreté. L'ère des tests ADN et du fichier Edvige, de la laïcité blesmée, et du bonapartisme cathodique qui fragilise le droit et le pluralisme.</p>	<p>Plus grave, nous sentons le recul constant des valeurs de justice, de solidarité, de respect dans notre société. Ce sont les piliers de la République qui, l'un après l'autre, sont en voie d'effondrement.</p>

C - HAMON	D - AUBRY - FABIUS	A - DELANOË - HOLLANDE	E - COLLOMB - ROYAL
L'ANALYSE			
Situation du Parti socialiste			
Nous devons chercher les raisons de notre déficit d'opposition, dans notre trop grande acceptation du modèle dominant, nos difficultés à résister à la pensée unique produite par les promoteurs d'un monde sans règles. Il n'a jamais été aussi facile d'être de gauche mais pourtant Nicolas Sarkozy trouve toujours un socialiste pour dire publiquement qu'il partage ses choix.	Le Parti socialiste n'a pas suffisamment travaillé à un projet solide et crédible. Dans les fédérations, des contributions passionnantes étaient rédigées, mais hélas sans suites réelles. Des querelles internes nous ont détourné de l'esprit collectif. Certains en sont venus à croire que la France était devenue de droite.	Le Parti socialiste a besoin d'être rassemblé et respecté. Et cela passe d'abord par le respect des militants. Un parti qui ne respecte pas le vote de ses militants ne peut inspirer le respect. Face à une droite rassemblée derrière un chef, nous devons veiller à la liberté de la parole socialiste, mais aussi et surtout à l'unité indispensable de cette parole. L'application stricte des décisions collectives sera désormais une règle absolue : nul ne pourra plus se prétendre au-dessus du vote des militants.	Les militants sont lassés du spectacle désolant que nous offrons aujourd'hui. Ils sont agacés par les joutes d'égo. Ils craignent que le Congrès ne soit le théâtre d'une guerre des chefs qui, pourtant, partagent des valeurs communes. Ils consacrent leur énergie à aborder les questions de fond, à la mise en forme d'orientations novatrices qui répondent concrètement aux préoccupations de nos concitoyens. Ils sont désireux de peser à nouveau sur les choix de leur Parti, de voir leur choix et la parole de leur organisation respectés. Le PS est condamné à la défaite, pire, à la dissolution lente, si ses propositions ne sont pas clairement identifiables.
LE PROJET			
1. Sortir du libre échange généralisé			
Il faut en passer par un rééquilibrage entre le marché et la puissance publique. Nous voulons choisir la coopération plutôt que la concurrence. Il faut bâtir une Europe de paix et de progrès social et non une simple zone de libre échange. Activer le tarif extérieur commun au niveau européen. Baisser les taux européens. Harmoniser les normes fiscales et sociales en Europe. Relocaliser la production. L'OMC doit choisir la coopération plutôt que la concurrence.	Nous combattons sans faiblesse les excès du marché, la recherche effrénée de la rentabilité, les diktats imposés par le capitalisme financier. Face à cet échec du libéralisme économique, un nouveau modèle de production est à inventer. Nous pensons que dans ce nouveau modèle, la puissance publique – Union européenne, Etat, collectivités locales... – a un rôle fondamental à jouer. Les tarifs extérieurs doivent être justement calibrés afin de permettre à nos industries sous pression de se moderniser sans pour autant menacer la croissance des pays en développement. L'Eurogroupe doit se doter d'une vraie compétence en matière de changes. Il faut nous préparer au retour d'industries sur notre territoire. La monnaie européenne doit désormais être utilisée pleinement comme un outil économique. Une taxe mondiale pour ralentir les mouvements de capitaux.		L'époque est donc à la mise en place de nouvelles régulations. Le rôle du politique est de définir des règles capables de prévenir ces crises. L'urgence appelle enfin à un nouveau Bretton Woods, donnant tout son rôle au FMI et imposant les réglementations prudentielles dont le monde a besoin. Lutter contre les paradis fiscaux et le blanchiment d'argent sale.
2. Répondre à l'urgence écologique			
L'urgence écologique exige que nous inventions de nouvelles formes de planification, de régulation et des efforts accrus de recherche publique. Mieux, elle légitime l'exigence de l'extension du champ du service public : l'eau, l'air, les espaces naturels ne doivent pas être laissés en pâture au marché et l'énergie ? Gestion de l'eau en régie publique directe. Améliorer le bilan énergétique des bâtiments. Favoriser l'agriculture paysanne.	L'exigence écologique est le prolongement du socialisme. Nous ne pensons pas que principe de précaution et progrès soient antagoniques. A l'heure de la contrainte énergétique, de la crise alimentaire et de la rareté des matières premières, nous affirmons avec force que la croissance économique et l'impératif écologique constituent un seul et même enjeu. Objectifs quantitatifs et d'un calendrier précis dans un Plan Climat digne de ce nom. Economies et basse consommation d'énergie dans les nouvelles constructions L'agriculture biologique ou raisonnée doit être favorisée.	Changer de modèle de croissance exige une mesure différente des performances économiques. Au PIB qui ne tient pas compte des effets de la croissance sur les équilibres environnementaux et le bien être d'une société, il faudra substituer des indicateurs comme l'indice de développement humain permettant de mesurer les progrès accomplis en termes de qualité de la vie. Donner la priorité aux énergies renouvelables. Favoriser une économie et une vie sociale sobre en énergie.	Nous ne devons céder ni à l'alarmisme ni à la résignation, mais faire de l'écologie un axe essentiel du projet de société des socialistes. Il est indispensable de calculer autrement la richesse pour mieux évaluer les dommages ou les bénéfices de la production et pour agir juste. Nous proposons que la France mette en œuvre une politique énergétique nouvelle, fondée principalement sur deux chantiers : le développement massif des énergies renouvelables, déconcentrées et décentralisées, et la recherche de l'efficacité énergétique. Redistribuer les profits de Total pour créer et financer le fonds « après pétrole ». Subventionner les installations en énergie renouvelable et financer les transports alternatifs propres. Engager une diversification des sources d'énergie destinées à la production d'électricité. Réduire notre consommation d'énergie. Favoriser le développement d'une agriculture respectueuse de l'environnement.

C - HAMON	D - AUBRY - FABIUS	A - DELANOË - HOLLANDE	E - COLLOMB - ROYAL
LE PROJET			
2. Répondre à l'urgence écologique (suite)			
<p>Introduire les critères environnementaux dans le code des marchés publics.</p> <p>Repenser la fiscalité pour orienter les pratiques.</p>	<p>L'Etat devra montrer l'exemple par la commande publique, qui devra comporter systématiquement des clauses environnementales.</p> <p>Coopération européenne renforcée dans le domaine de l'énergie. Au niveau national et européen, une véritable politique industrielle pour les produits technologiques propres.</p> <p>Instaurer une fiscalité écologique incitative et redistributive.</p>	<p>Promouvoir un mode de consommation responsable.</p> <p>Mettre en place au niveau national et européen une véritable politique industrielle pour les produits et technologies propres.</p> <p>Instaurer enfin une véritable fiscalité écologique.</p>	<p>Il faut se donner comme grande perspective une économie mondiale fondée sur une croissance verte.</p> <p>La fiscalité écologique doit être l'instrument privilégié.</p> <p>Modifier notre rapport à l'espace. Réaliser un autre aménagement de l'espace et éviter l'étalement urbain. Organiser d'autres modes de distribution, favoriser les circuits courts.</p>
3. Redistribuer les richesses			
<p>Salaires : augmenter massivement les salaires : Smic à 1500€ - conférence nationale sur les salaires.</p> <p>Retraite : droit à la retraite à taux plein à 60 ans. Prise en compte de la pénibilité du travail.</p> <p>Cotisations : cotisations sur les stocks options. Instaurer une CSG sur les profits des entreprises.</p> <p>Protection sociale de haut niveau. Mettre fin aux allègements, exonérations, niches fiscales qui créent le "trou de la sécu". Amélioration de l'offre publique de soins, du panier de soins de l'Assurance maladie obligatoire (optique, dentaire,...), des enveloppes de rémunération forfaitaire pour les professionnels de santé remplissant des missions de santé publique.</p> <p>Logement : encadrement des loyers, réquisition des logements vides, plan de relance exceptionnel de construction de logements à loyers modérés, ou à coût abordable.</p> <p>Fiscalité : renforcer la justice fiscale. Forte progressivité de l'impôt sur le revenu, CSG assise sur la VA, baisse du taux de TVA, réforme de la fiscalité locale, suppression du bouclier fiscal.</p>	<p>Agir sur les salaires : revalorisations significatives du SMIC. Conférence nationale salariale et sociale tripartite chaque année.</p> <p>Des retraites garanties par la consolidation du système par répartition. Modalités de départ à la retraite progressifs avec allongement de la durée de cotisations prenant en compte la pénibilité du travail et l'espérance de vie. Augmentation du taux d'activité des seniors.</p> <p>Cotisations sociales des employeurs devront prendre en compte les investissements et les profits. Elargir l'assiette des cotisations patronales des salaires vers la valeur ajoutée des financements entre les établissements et les territoires.</p> <p>Restaurer le droit à la santé. Sauver l'hôpital public et garantir la présence des médecins sur tout le territoire. Suppression des "franchises médicales". Une politique ambitieuse face à l'explosion des maladies professionnelles.</p> <p>Plafonner les loyers là où ils sont trop élevés dans l'attente de la construction de nouveaux logements. Renforcer drastiquement les pénalités pour les communes qui ne remplissent pas leurs obligations, voire demander aux préfets de se substituer à celles qui sont défaillantes.</p> <p>Une vraie réforme fiscale rétablissant le rôle réellement redistributeur de l'impôt. Progressivité des impôts locaux, réduction des niches fiscales, suppression du bouclier fiscal afin de rétablir la progressivité de l'impôt sur le revenu.</p>	<p>Pour sauver le système de retraite : augmentation de la durée de cotisation négociée avec les partenaires sociaux, prise en compte des inégalités d'espérance de vie. Développer l'emploi des seniors.</p> <p>La révision des exonérations des cotisations patronales et assujettissement des stocks options.</p> <p>La prise en charge du risque maladie doit être solidaire et donc universelle et obligatoire. Notre système de soins doit être réorganisé. L'hôpital public doit rester le cœur de notre système de santé. L'assurance maladie doit agir sur la répartition territoriale de l'offre de soins.</p> <p>Une obligation de résultat sur le logement : l'impératif est de construire chaque année au moins 120 000 logements sociaux pour rattraper un retard insupportable. Multiplier au moins par cinq les sanctions financières, pour les municipalités qui ignorent la loi.</p> <p>Notre système fiscal doit redevenir plus progressif et plus juste. Rapprochement entre impôt sur le revenu et la CSG. Rééquilibrer la taxation du capital et du travail. Progressivité et justice aussi dans la nécessaire réforme de la fiscalité locale. Suppression des avantages liés à certaines niches fiscales. Baisse de la TVA sur de plus nombreux produits de première nécessité.</p>	<p>Réformer en le clarifiant le système de retraite. Retraites fondées sur comptes individuels de cotisations, favorisant la mobilité et s'adaptant aux trajectoires professionnelles des individus.</p> <p>Rééquilibrer les prélèvements entre travail et capital en faisant peser les cotisations patronales, maladie et famille sur l'ensemble des richesses produites et non sur les seuls salaires.</p> <p>Organiser le sauvetage de l'hôpital public. Soigner mieux pour coûter moins. Mettre la prévention au cœur de notre politique en faisant de chacun le meilleur garant de sa santé.</p> <p>Mettre tous les moyens en œuvre pour contraindre les communes à respecter les 20% de logements sociaux prévus dans le cadre de la loi SRU.</p> <p>Rétablir la vérité fiscale pour l'ensemble des contribuables. Fusion de l'impôt sur le revenu et la CSG en un seul impôt progressif prélevé à la source pour simplifier la vie des contribuables. Calculer cet impôt au niveau de l'individu et non du couple, supprimer l'essentiel des niches fiscales. Rééquilibrer les prélèvements entre travail et capital en faisant peser les cotisations patronales, maladie et famille sur l'ensemble des richesses produites et non sur les seuls salaires.</p>
4. Affirmer le retour de la puissance publique			
<p>Redéployer le paquet fiscal vers des dépenses porteuses d'avenir.</p> <p>Dégager des recettes fiscales nouvelles.</p> <p>Soutenir l'investissement par une stratégie publique plutôt qu'alléger toujours plus la fiscalité du capital, relancer le débat sur la stratégie industrielle de la France.</p>	<p>L'intervention publique est indispensable face aux défaillances et à la myopie du marché.</p>		<p>Sécuriser les entreprises en mettant fin à l'instabilité fiscale et sociale qui existe aujourd'hui.</p>

C - HAMON	D - AUBRY - FABIUS	A - DELANOË - HOLLANDE	E - COLLOMB - ROYAL
LE PROJET			
4. Affirmer le retour de la puissance publique (suite)			
<p>La puissance publique doit contribuer à reconstituer les noyaux durs et inciter nos grandes entreprises stratégiques à investir dans le long terme, sans être obsédées par la norme de rentabilité financière exigée par les fonds spéculatifs.</p> <p>Réhabiliter l'intervention publique : est souvent la seule à pouvoir assurer, durablement, égalité d'accès, péréquation tarifaire, continuité du service, aménagement du territoire et investissements stratégiques à long terme - non immédiatement rentables -, bref de garantir l'intérêt général.</p> <p>Bâtir un pôle public de l'énergie.</p> <p>Elargir la sphère des services publics : petite enfance, logement et de l'habitat.</p> <p>L'Etat régulateur du marché du travail, contre la loi de la jungle.</p>	<p>Créer un fonds souverain France, qui pourrait être créé autour de la Caisse des Dépôts et Consignations. Il aura pour objectif d'intervenir dans des secteurs jugés stratégiques pour la France et de servir de levier à une nouvelle politique industrielle française.</p> <p>Expérimenter de nouvelles modalités de l'intervention publique : plutôt que subventionner à fonds perdu, généraliser les avances remboursables, permettre aux collectivités territoriales de prendre des participations dans les entreprises particulièrement importantes pour leur territoire.</p> <p>L'Etat doit faciliter l'exploration de nouveaux gisements d'emploi à développer. « Small Business Administration » à la française.</p>		<p>Créer une banque publique autour de la Caisse des Dépôts et Consignations pour accompagner le développement des PME.</p> <p>La puissance publique doit donc repenser son intervention vis-à-vis des entreprises : en mettant fin à ses pratiques bureaucratiques, en étant aux côtés des entrepreneurs, en les encourageant lorsqu'ils investissent pour préparer l'avenir.</p> <p>Instaurer enfin un Small Business Act permettant aux PME d'accéder à la commande publique.</p> <p>Soutenir l'économie sociale et solidaire et favoriser en particulier les reprises d'entreprises en Sociétés coopératives de production (SCOP).</p>
5. Changer le cours de la construction européenne			
<p>Communauté politique souveraine, espace de solidarité et de progrès. Seule une réorientation profonde de la construction communautaire permettra de réconcilier l'Union et les citoyens.</p> <p>Une autre politique monétaire : soutenir la croissance et l'emploi en revenant sur les politiques de resserrement du crédit et sur le choix de l'euro fort.</p> <p>Une autre politique budgétaire : réviser le pacte de stabilité et créer un IS européen pour soutenir l'activité, pour financer la solidarité avec les états les moins riches.</p> <p>Une politique industrielle et d'innovation ambitieuse : «New Deal» qui favorise la recherche, l'innovation et l'émergence de champions industriels européens financés par emprunt. CERI.</p> <p>Protéger les services publics : moratoire immédiat sur les libéralisations en cours et possibilités de financement public.</p> <p>Construire l'harmonisation sociale et fiscale : serpent fiscal européen concernant la fiscalité des sociétés au sein de la zone euro et salaire minimum européen.</p> <p>La co-présidence entre progressistes et conservateurs au Parlement européen doit être abandonnée. Reconstruction d'une Gauche européenne.</p>	<p>Europe plus démocratique dans ses institutions comme dans son fonctionnement : démocratie européenne authentique avec un gouvernement européen responsable devant un Parlement désigné par le suffrage universel.</p> <p>Renforcer fortement le budget européen. Impôt européen sur le bénéfice des sociétés constituant un premier pas vers l'harmonisation fiscale.</p> <p>L'Europe doit aussi être le fer de lance du développement durable : taxe carbone pour financer des équipements de transports en commun, CE de l'Énergie et CE Recherche et l'Innovation. Objectifs nouveaux : droits à une alimentation de qualité, la santé humaine et animale, l'aménagement du territoire et l'environnement.</p> <p>Défendre les services publics.</p> <p>L'Europe sociale est notre priorité : salaire minimum, droit à la formation dans chaque pays européen. Harmonisation fiscale définissant une assiette commune et un taux plancher pour l'impôt sur les sociétés. «clause de sauvegarde sociale» empêchant un recul social dans un pays.</p> <p>Europe plus forte, plus sociale et plus politique, une Europe qui soit le continent des droits de l'Homme</p> <p>Politique étrangère commune et de la coopération militaire.</p>	<p>L'Europe doit acquérir une véritable identité politique : budget voté par le parlement, transformation des directives en projets de loi, responsabilité de la commission devant le parlement.</p> <p>Ne pas affaiblir l'union monétaire et construire l'Union économique pour tirer vers le haut l'emploi, la croissance, la compétitivité, et dégager des marges de manœuvre pour le progrès social.</p> <p>Possibilité pour l'Union européenne d'emprunter pour financer notamment les grandes infra-structures. Construction de la CA de l'énergie.</p> <p>Directive cadre protégeant la spécificité des services publics.</p> <p>Protocole social empêchant la baisse des droits sociaux dans un état membres - salaire minimum dans chaque pays européen.</p> <p>Projet socialiste européen : régulation économique, environnementale au niveau mondial et harmonisation fiscale et sociale de l'union.</p> <p>Réussite de l'Union méditerranéenne.</p>	<p>Créer un nouveau pacte européen initié par un premier groupe de pays volontaires : pas en direction d'un gouvernement économique européen.</p> <p>Intégrer la croissance et l'emploi parmi les objectifs de la BCE.</p> <p>Créer les infrastructures transeuropéennes : numérique, d'énergie ou de recherche en profitant du niveau élevé de l'euro pour constituer un fonds d'investissement européen. Un plan d'investissement et de croissance fondé sur l'emprunt.</p> <p>Eviter que les règles de concurrence ne s'appliquent aux services publics.</p> <p>L'Europe sociale, c'est d'abord une Europe qui n'empêche pas les États de décider du niveau de solidarité qu'ils souhaitent. Relancer le dialogue social européen.</p> <p>Européaniser le PS en renforçant les collaborations avec les PS et sociaux-démocrates de l'Union.</p> <p>Construction d'une défense et d'une diplomatie européennes.</p>

C - HAMON	D - AUBRY - FABIUS	A - DELANOË - HOLLANDE	E - COLLOMB - ROYAL
LE PROJET			
6. La reconquête de la démocratie			
<p>Approfondir la démocratie politique : vers une 6^e république. Réhabilitation de la responsabilité politique et contrôle démocratique de tout pouvoir. Régime parlementaire de type primo-ministériel. Pouvoir renforcés pour l'Assemblée Nationale. Véritable statut de l'élu.</p> <p>Parité homme / femme dans tous les exécutifs. Eligibilité et participation aux élections locales pour les résidents non communautaires.</p> <p>Donner un second souffle à la démocratie sociale démocratie sociale : dialogue social affirmé via les organisations syndicales considérées comme représentatives en fonction du vote des salariés aux élections professionnelles. Financement public des syndicats.</p> <p>Assurer le pluralisme médiatique : interdire aux entreprises vivant de la commande publique de détenir des parts dans le secteur des médias. Compenser la perte des recettes publicitaires des chaînes publiques par une taxe sur les revenus de la publicité des chaînes privées et une augmentation de la redevance (exonération des ménages modestes).</p>	<p>Une profonde réforme de la République : Premier ministre, chef de la majorité et qui gouverne réellement car lui seul est responsable devant le Parlement. Parlement aux pouvoirs largement renforcés et une opposition au rôle reconnu. Limitation stricte du cumul des mandats et des fonctions, dose de proportionnelle à l'Assemblée nationale, la refonte du collège électoral du sénat. Statut de l'élu.</p> <p>Droit de vote des étrangers aux élections locales, parité.</p> <p>Le paritarisme et la négociation collective sont les deux outils majeurs des syndicats pour défendre les intérêts collectifs des salariés et pour adapter le droit à leur environnement. Donner à chaque salarié un chèque syndical.</p> <p>"Décartellisation" de l'audiovisuel ; refus de la concentration et garantie du pluralisme par la loi ; l'interdiction aux sociétés tenant une part conséquente de leur revenu des marchés publics d'être en même temps éditeurs de médias ; moyens dignes de ce nom réaffectés à l'audiovisuel public. L'information et la culture ne sont pas des marchandises. Réforme du mode de nomination des membres du CSA.</p>	<p>Renforcer le rôle de l'Assemblée nationale, dans ses pouvoirs d'initiative et de contrôle avec une dose de proportionnelle dans le scrutin législatif. Réformer le Sénat pour rendre l'alternance possible, limiter strictement le cumul des mandats, « statut de l'élu ».</p> <p>Agir sans relâche pour l'égalité hommes femmes. Accorder le droit de vote aux étrangers aux élections locales.</p> <p>Changer les règles et la pratique du dialogue social : renforcer les syndicats dans leur représentativité et donc dans leur légitimité à négocier des accords. La démocratie sociale passe aussi par un pouvoir accru des salariés dans l'entreprise, face à celui des actionnaires. Instaurer la sécurisation des parcours professionnels en ouvrant aux salariés un droit effectif à la formation tout au long de la vie.</p> <p>Un audiovisuel public fort pour une télévision de qualité, disposant d'un financement réel et pérenne, et d'une nouvelle gouvernance, parties intégrantes de son indépendance. La garantie du pluralisme et de la diversité et le soutien de la création et de l'emploi.</p>	<p>Le chef de l'État doit être engagé, mais partager le pouvoir et rendre des comptes. La constitution par les commissions parlementaires de forums citoyens pour évaluer l'impact des politiques publiques. La démocratisation du mode de scrutin du Sénat et la modernisation de son fonctionnement. La création d'un référendum d'initiative populaire. Associer plus directement les citoyens à la construction de l'intérêt général.</p> <p>Règle paritaire dans toutes les instances du PS. Donner aux étrangers non communautaires présents en France depuis cinq ans le droit de vote aux élections locales.</p> <p>Respecter le rôle des partenaires sociaux. Réformer la composition des conseils d'administration des entreprises avec une représentation des salariés à hauteur de 30 %. Encourager un syndicalisme rendant davantage de services aux adhérents. Créer le chèque syndical pour favoriser les nouvelles adhésions.</p> <p>Interdire à tout groupe privé vivant notamment de la commande publique de détenir plus de 25 % dans les grands médias. Intégrer le temps de parole du président de la République dans celui de la majorité parlementaire. Partager également le temps de parole de l'opposition avec celui de la majorité.</p>
7. Une société de progression de droits et libertés			
<p>Défendre les libertés fondamentales face à l'offensive sécuritaire : une société de prévention et de justice plutôt qu'une société d'ordre - police de proximité, nouvelle politique carcérale et une justice des mineurs dignes de ce nom.</p> <p>Une nouvelle politique de gauche de l'immigration : une richesse plutôt qu'une contrainte - la mondialisation libérale organise la misère en même temps qu'elle criminalise ceux qui la fuient.</p> <p>Une politique de gauche de lutte contre toutes les discriminations : un combat pour l'égalité plutôt qu'une valorisation individuelle liées à l'orientation sexuelle, égalité hommes-femmes, repenser la logique même de notre politique familiale vers une société de mixité.</p>	<p>La sécurité sans dérive autoritaire : allier fermeté et justice - soutien à la prévention. Justice et sa réforme indispensable : présomption d'innocence, indépendance et responsabilité, justice de proximité. Le civisme nécessaire au vivre ensemble. Soutenir le monde associatif : solidarité et à la fraternité.</p> <p>Une politique de l'immigration digne de la France et de ses valeurs, fondée sur un juste équilibre entre famille, travail et asile, codéveloppement, visa pour les étudiants facilitant les allers/retours, régularisation ouverte, fondée sur des critères clairs et explicites.</p> <p>Lutte contre les discriminations, morale laïque, émancipatrice et humaniste, articulant libertés individuelles et projet collectif, droit de finir sa vie dans la dignité.</p>	<p>La sécurité est une valeur républicaine : la justice sociale doit s'appliquer partout - police de quartier dotée de moyens, système judiciaire solide, renforcement du service public de la justice, renforcement des pouvoirs de la CNIL (fichiers de police).</p> <p>Politique d'immigration humaine et raisonnée : un droit stable, lisible et reposant sur des critères d'accueil précis, une véritable stratégie d'intégration, la coopération.</p> <p>Accorder à tous les couples, qu'ils soient hétérosexuels ou homosexuels, le droit de se marier comme celui d'avoir des enfants. Droit à mourir dans la dignité.</p>	<p>Police de quartier au service des habitants. Politique de sanctions précoces, effectives et rapides, alternatives à la prison pour éviter la récidive. Action de prévention précoce : encadrement éducatif renforcé. Contrôle judiciaire plutôt que prison. Améliorer la condition pénitentiaire.</p> <p>Créer un système sécurisé d'aller et retour avec visa permanent. Simplifier les procédures de recrutement. Être un pays attractif pour les jeunes étudiants étrangers. Règlement au cas par cas avec des critères clairs. Co-développement.</p> <p>Lutter contre les discriminations : hommes et femmes.</p>
8. Une société d'émancipation			
<p>Un nouveau pacte éducatif national : l'École a besoin d'une réforme globale dont le principe serait : travailler mieux et différemment. Donner à l'école les moyens dont elle a besoin pour éduquer le citoyen; pour former le futur travailleur, pour relancer l'ascenseur social.</p> <p>Un projet pour la jeunesse : insertion et émancipation. Elaborer un statut social pour les jeunes en formation et en insertion avec allocation autonomie, conditionnée aux ressources propres des jeunes et la mise en sécurité sociale.</p>	<p>Assurer l'égalité réelle des chances en commençant par l'École : triptyque laïcité-mixité-gratuité. Réformer en s'appuyant sur les enseignants et les parents. École de tous et non de l'élève idéal. Suppression de la carte scolaire. Un engagement prioritaire pour l'enseignement supérieur. L'avenir de la France passe par une relance de la démocratisation de l'enseignement supérieur.</p> <p>Face à la paupérisation croissante des étudiants mettre en place l'allocation d'autonomie réclamée depuis longtemps par l'UNEF et le MJS. Créer une véritable sécurité sociale professionnelle pour les jeunes en formation et en insertion.</p>	<p>Une école assurant l'égalité réelle des chances. Réduire les effectifs (ZEP), renforcer les dispositifs de soutien aux élèves, revaloriser le statut d'enseignant.</p>	<p>L'éducation, encore l'éducation, toujours l'éducation pour rendre les hommes toujours plus égaux dans l'exercice de leur liberté. Définir des normes d'élèves par classe, garantir la présence de l'école de la République sur tout le territoire, développer le soutien scolaire individuel et gratuit, rétablir les contrats éducatifs locaux.</p>

C - HAMON	D - AUBRY - FABIOUS	A - DELANOË - HOLLANDE	E - COLLOMB - ROYAL
LE PROJET			
8. Une société d'émancipation (suite)			
<p>Pour un droit aux vacances avec une aide au départ pour les enfants et ados.</p> <p>Pour un nouveau projet culturel reposant sur : l'éducation à la culture, l'aménagement culturel du territoire, et le soutien aux artistes. Valoriser les arts et cultures populaires.</p> <p>La Laïcité : seule voie de l'émancipation des individus, garantissant la paix civile et la fraternité entre tous les citoyens.</p>	<p>Pour un vrai service public de la petite enfance.</p> <p>La culture pour faire civilisation : élément central de la vision de la société que nous défendons. Politique culturelle redonnant du souffle aux grandes institutions, confortant la place des artistes et leur liberté de création.</p> <p>Défendre et promouvoir la laïcité républicaine : pacte républicain et laïc; grande loi de 1905 + charte de la laïcité dans les services publics.</p>	<p>Un renforcement de la politique familiale autour de la petite enfance : service public. Une politique sportive pour l'épanouissement individuel et les valeurs collectives. L'accompagnement de la fin de la vie et de la dépendance. L'égalité dans l'accès aux soins. Les solidarités inter-générationnelles, garanties dans la durée. Nos priorités pour la politique culturelle : l'éducation artistique, l'emploi culturel, un nouveau modèle de rémunération des auteurs et des artistes, la clarification du cadre de la décentralisation culturelle.</p> <p>Promouvoir et défendre la laïcité.</p>	<p>Création d'un service public de la petite enfance.</p> <p>La culture est une urgence sociale, pas un supplément d'âme. Aide aux cultures émergentes, urbaines, prise en compte de la diversité culturelle, pratique artistique de la maternelle à l'université, soutien à la création, développement de l'emploi culturel, défense du livre et de la librairie indépendante.</p> <p>La laïcité, garante de la République : conception de la nation et de la citoyenneté, une exigence de justice et d'émancipation. Défendre l'universalité des services publics et le droit de tous à y accéder. Exiger la mise en place de l'Observatoire de la Laïcité. Être vigilant et exigeant sur l'application de la Charte de la laïcité.</p>
9. Une politique étrangère progressiste			
<p>Le multilatéralisme plutôt que le « choc des civilisations ».</p> <p>Le combat pour la Mondialisation des Droits : les normes sociales et environnementales doivent primer sur les impératifs financiers et commerciaux.</p> <p>Changer les organisations internationales : démocratisation du fonctionnement, transparence dans la prise de décision.</p> <p>Une autre politique de développement et de coopération.</p>	<p>Contre le choc des civilisations, un nouvel internationalisme. Le multilatéralisme doit être notre cadre d'action et l'alliance des civilisations notre objectif. L'Union Européenne comme la France doivent aussi être à la pointe des efforts pour empêcher une course à l'armement. Reprenons le flambeau d'une France porteuse des droits de l'Homme et d'un monde plus juste, d'un nouvel internationalisme.</p> <p>Réforme profonde des instances politiques mondiales : faire respecter les normes sociales et écologiques dans les instances mondiales.</p> <p>Agir pour le Sud, maintenant : penser nos relations avec le Sud en termes de « progrès partagé ».</p>	<p>Une politique étrangère doit être autant guidée par des valeurs et l'intérêt des peuples que par la prise en compte des réalités géopolitiques. UE rôle de régulateur mondial. Dénonce la réitégration dans l'OTAN.</p> <p>Avec l'Afrique, nouveaux modèles de partenariat, fondés sur le co-développement, des transferts de savoir faire ainsi qu'un essor économique partagé.</p>	<p>Introduire à l'Organisation mondiale du commerce une hiérarchie des normes qui équilibre les règles commerciales par le respect des normes sociales et environnementales.</p> <p>Réformer profondément le FMI et la BM pour en faire des instruments au service du développement humain. Réformer la composition du Conseil de sécurité des Nations unies et la rendre plus juste.</p> <p>Accroître au Sud comme au Nord l'autosuffisance alimentaire. Créer à l'échelle de l'Union européenne de nouveaux financements innovants du développement.</p>
La stratégie			
<p>Un préalable : le refus de l'alliance au centre.</p> <p>Une stratégie : l'unité de la gauche, un horizon, le grand parti.</p> <p>Un outil : un nouveau parti socialiste. En finir avec la personnalisation des enjeux au sein du PS. Un parti de débat, un parti démocratique, un parti à l'écoute du mouvement social.</p>	<p>Des alliances claires et une opposition résolue à la droite. Le rassemblement de la gauche est prioritaire. Il n'exclut pas que le PS agisse avec d'autres démocrates. La gauche doit se mettre en capacité de s'unir, encore faut-il un grand Parti socialiste.</p> <p>Un Parti socialiste divers, ouvert et influent. Donner la priorité à la réflexion collective et au débat militant, remettre le Parti socialiste au travail. Finissons-en avec l'obsession présidentielle, nous organiserons de vraies primaires.</p>	<p>Les alliances sont indispensables. Elles doivent être à gauche avec tous ceux qui veulent participer à la construction de majorités nationales et locales. Créer une dynamique populaire à gauche. Rassembler la gauche, contrat de majorité entre les forces de gauche de gouvernement. Le Parti socialiste, parti de militants : reconstituer une force de travail collectif, renforcer nos liens avec les forces syndicales et associatives, mettre un terme à la « présidentialisation » rampante de nos modes de fonctionnement.</p>	<p>Stratégie d'alliance née à Épinay : d'abord à rassembler la gauche, toute la gauche puis réunir l'ensemble des démocrates qui partagent des valeurs communes avec nous.</p> <p>Nous voulons un parti socialiste puissant. Un parti décentralisé, de nouvelles formes de militantisme, le respect des militants. Développer la démocratie participative pour associer en permanence les militants et les sympathisants.</p>
<p>Ensemble, prenons un monde d'avance, reconstruisons l'espoir à gauche.</p>	<p>Nous voulons retrouver la gauche collective, créative, solidaire et joyeuse. Retrouvons cette joie d'être de gauche, d'être à gauche.</p>	<p>Redonnons de la fierté à notre Parti. Pour gagner de nouveau.</p>	<p>Nous devons être ceux qui mettons la démocratie au cœur de tous nos choix. C'est cela que nous appelons le socialisme réformiste.</p>